

LES LICENCIEMENTS BOURSIERS SEVISSENT DANS L'AUBE! REAGISSONS ENSEMBLE!!!

La décision par le tribunal du commerce de la liquidation du groupe « Simpa » est un dur coup pour les 360 salariés, leurs familles et tout un territoire.

Des risques pèsent aussi sur Petitjean, ASSA Abloy et d'autres entreprises dont les indicateurs sont préoccupants même si il n'y a pas d'annonce de suppressions d'emploi. Le taux de chômage dans l'Aube a dépassé les 12%.

Les salarié-e-s sont soit sous le coup de licenciements boursiers, soit sous la menace de ce même type de licenciements.

Quelques explications.

Les salarié-e-s de chez « SIMPA » sont victimes des exigences et de l'appétit toujours plus vorace des actionnaires de « Brico-dépôt » (client principal) qui se moquent éperdument des conséquences individuelles et collectives terribles dans les territoires Vendeuvrois et Arcisien. Les salariés ont pourtant fait tous les efforts que l'on puisse demander à un salarié : peu d'augmentation de salaire, flexibilité, productivité maximum, etc. Ils sont maintenant éjectés de l'entreprise...

Chez **Petitjean**, les repreneurs se sont succédé cette dernière décennie sans véritable perspective industrielle. Les derniers en date ont laissé la même direction en place ce qui démontre le peu d'intérêt qu'ils portaient à l'avenir du site.



Al Babtein ce groupe international possède une puissance financière, il en profite pour récupérer les brevets Aubois et le bénéfice de la marque dans ses bagages, tout en menaçant de supprimer 192 emplois aubois.

Assa Abloy (ex vachette) est en très bonne santé financière, le groupe dégage un résultat net à deux chiffres. En voulant toujours plus pour leur compte personnel, les actionnaires projettent de délocaliser une partie de la production réalisée jusqu'alors dans l'agglomération Troyenne.

Si le volume d'emploi menacé est bien inférieur aux deux exemples ci-dessus, il n'en est pas moins significatif de ce que peuvent envisager quelques dirigeants sans scrupules. Les luttes de l'été dernier et actuelles contrecarrent ces projets.

Rien n'est terminé.

D'autres entreprises sont en difficultés, là encore nous avons des craintes sur plusieurs centaines de postes

Et derrière ces suppressions d'emplois combien de disparitions de sous-traitants, d'emplois dans les commerces et services supprimés justifiant encore la casse dans les services publics ?

À court ou moyen terme, ce ne sont pas moins de 1000 salarié-e-s Aubois qui pourraient devenir demandeurs d'emplois.

Cette situation n'est pas une fatalité. Pour plus de profits nous le voyons bien certains n'hésitent pas à faire basculer la vie de salarié-e-s et de leur famille dans la précarité et les pires difficultés.

C'est inacceptable et nous devons refuser ces logiques!

LE TRAVAIL N'EST PAS UN COÛT, C'EST UNE RICHESSE !!!

C'est pourquoi par solidarité avec tous ces salariés et pour l'emploi pérenne dans l'aube, nous appelons les salariés du département à la grève ou à un débrayage le 13 novembre prochain.

Pour des emplois pérennes dans notre département, nous revendiquons :

- Une réelle politique de l'emploi solidaire et durable.
- De faire barrage à la spéculation par une réforme fiscale et une législation qui encourage la création de l'emploi, la recherche et l'investissement dans les entreprises et remet en cause le capital indu.
- L'arrêt des licenciements boursiers et du pillage des savoirs.
- L'augmentation les dépenses de recherche, d'innovation et de développement dans le pays à hauteur de 3% du PIB.
- L'augmentation du pouvoir d'achat des salariés et des retraités.
- L'arrêt des suppressions de poste dans la fonction publique.

En solidarité et pour dire stop à la casse des emplois dans l'Aube Appel à la grève et au débrayage le jeudi 13 novembre 2014



N° de téléphone :

Entreprise :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Profession: Je suis

Contact CGT : UD-CGT de l'Aube 2A Bd. 1er RAM 1er Étage

2A Bd. 1er RAM 1er Étage 10000 Troyes Tél : 03.25.73.38.47

ud10@cgt.fr



